N° 110/ Mai 2018 1,50 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

*« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »* **(K.Marx)**




# En lutte

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

SNCF
EN GRÈVE

USAGERS / CHEMINOTS
LA SNCF N'EST PAS A VENDRE
ENSEMBLE POUR DEFENDRE ET DEVELOPPER LE SERVICE PUBLIC

## En France, en Syrie, chez nous, la lutte continue.



# Ce premier mai, reprenons le chemin de la lutte !

Le premier mai ne peut pas être pour nous un jour de fête, comme c'est présenté dans les médias par la bureaucratie syndicale et la classe dominante, en vidant ainsi la journée de son contenu subversif. Pour nous, travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, il n'y a aucune raison de fêter notre exploitation dans des conditions chaque jour plus difficiles. Cette journée, c'est l'occasion de sortir dans la rue pour défendre nos droits, de meilleures conditions de vie, une société plus juste, sans guerres et sans misère.

Des responsables syndicaux organisent encore de petites manifestations et rassemblements dans certaines villes du pays, mais à Bruxelles, les syndicats ne manifestaient plus depuis des années, se contentant d'un rassemblement festif. Une manifestation n'avait lieu le 1er mai que grâce à l'initiative d'organisations de sans-papiers ou de la gauche radicale. Cette année pourtant, une centrale syndicale, la CGSP-ALR, reprend l'initiative. Il s'agit d'une manifestation unitaire de notre classe, au-delà des divisions syndicales, au-delà des divisions racistes entre travailleurs avec ou sans papiers : Tous ensemble pour revendiquer l'amélioration de nos conditions, de meilleures pensions, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la régularisation de tous les sans-papiers, la fin du sexisme et du racisme, etc. Nous saluons cette initiative et nous nous y engageons. Elle a pu unir différents secteurs syndicaux et, contrairement aux négociateurs et bureaucrates syndicaux qui collaborent avec le gouvernement et accompagnent l'austérité, elle décide de combattre celle-ci en descendant dans la rue.

En France, les cheminots se sont engagés dans une grève à long terme. Ils savent que les plans d'austérité ne pourront être contrés qu'après de longues grèves, des blocages de l'économie. Pour aller dans cette direction, en Belgique, nous pensons que nous ne devons rien attendre des hiérarchies syndicales qui, bien au contraire, collaborent activement à la « paix sociale », négocient au Groupe des Dix, tout en évitant d'organiser un plan de lutte contre ces mesures. Pire, ils accompagnent les licenciements, comme chez Caterpillar ou Carrefour, en respectant la Loi Renault, au lieu d'unir les différentes luttes, mêmes petites, pour défendre l'emploi contre les multinationales.

Si nous n'avons rien à attendre « d'en haut » ; nous pensons cependant que les différents secteurs syndicaux signataires de cet appel doivent s'unir. Pour développer un plan de lutte il faut redonner la parole à la base en organisant des assemblées, des rencontres, et y tirer les conclusions de nos luttes pour mieux organiser les prochaines. Car il est nécessaire de coordonner la résistance et la lutte contre les attaques patronales. Il s'agit de développer, même à petite échelle, un syndicalisme orienté vers la lutte, développant la solidarité entre travailleurs à l'intérieur et hors de nos frontières, visant à la politisation des travailleurs et tentant de réintroduire la démocratie ouvrière au sein des structures syndicales.

Nous pensons aussi que la solidarité internationale des travailleurs est fondamentale et qu'il est important de soutenir les travailleurs français en lutte contre le gouvernement Macron, qui impose les mêmes mesures d'austérité que le gouvernement Michel. Un prochain pas pourrait être une action commune de solidarité, en commençant ainsi à organiser la solidarité et la lutte à l'échelle européenne.

En tant que parti politique, la Ligue Communiste des Travailleurs pense qu'il faut développer une ligne politique révolutionnaire dans le syndicat. Mais notre action va au-delà de l'action syndicale, aussi combative soit-elle. En effet, il faut dire clairement que la lutte quotidienne contre les conditions que le système capitaliste nous impose ne se terminera que si notre classe construit une société plus juste, débarrassée du capitalisme. Une société où notre classe, celle qui produit l'ensemble des richesses, s'approprie les moyens de production pour répondre aux besoins de la majorité, et en tenant compte de la nature limitée des ressources naturelles. Ce n'est pas une utopie mais bien une nécessité, car le système capitaliste conduit chaque jour l'humanité vers plus d'exploitation, de guerres et de destruction de la planète.

**Pour cela, nous devons nous organiser, dans chaque lutte, construire nos propres organisations et unifier nos luttes pour finalement être assez fort pour créer notre propre Etat, un Etat au service de notre classe, un Etat au service de la construction du socialisme.** ■

## LIT-QI

**La Ligue Internationale des Travailleurs**-Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles



# Lettre aux camarades

***Je m'appelle Sebastián Romero, et je suis un persécuté politique du gouvernement de Macri.***



*Depuis décembre 2015, un gouvernement de droite, sous la présidence de Mauricio Macri, a succédé en Argentine aux 12 ans de règne de Nestor Kirchner, puis de sa femme, Cristina Kirchner. Des mesures du gouvernement Macri, qui visent à avancer davantage dans les plans d'austérité des Kirchner ont suscité une vague de mobilisations des travailleurs, en particulier contre les plans de réforme du système des pensions et de réforme de la loi du travail. Ces luttes se sont intensifiées en 2017, avec une première grève générale en avril. Et le 18 décembre 2017, une autre grève générale a eu lieu, accompagnée de manifestations de masse face au Congrès, où la nouvelle loi des pensions devait être votée.*

*Le gouvernement a alors déclenché une « chasse aux leaders », avec des poursuites sous les prétextes les plus futiles. Etait particulièrement visé Sebastian Romero, ouvrier chez General Motors depuis 2005, délégué syndical de 2012 à 2014, puis non réélu à cause d'une fraude concoctée entre la bureaucratie syndicale du SMATA et les patrons. Il était toutefois la direction reconnue par ses camarades de travail, en particulier lors d'une lutte fin 2017 contre la suspension de 360 camarades convenue entre le SMATA et les patrons. Une lutte grâce à laquelle beaucoup de camarades ont récupéré leur job.*

*Dans ce contexte, Sebastian, militant depuis 2012 du PSTU(A), la section argentine de la LIT-QI, a dû passer à la clandestinité. Et c'est dans ces conditions qu'il a écrit le message que nous publions ici.*

Je suis un ouvrier comme tant d'autres, mais il y a maintenant trois mois que je ne vois pas ma famille, mes amis, mes camarades de l'usine ni mes voisins. Je suis persécuté comme un terroriste, parce que j'ai fait partie des milliers de manifestants qui, le 18 décembre, ont résisté dans la rue contre le vol aux retraités, mis en œuvre au Congrès. Même après la votation de la réforme des retraites, ce jour, nous avons stoppé la Réforme des lois de travail, et ça, ils ne pardonnent pas.

Il y a quelques jours, les juges Gustavo Hornos et Ana María Figueroa, de la 1ère chambre de la Cour de Cassation, m'ont refusé un nouveau recours contre mon emprisonnement, tout comme le juge Torres et la 2e chambre de la Cour criminelle et correctionnelle. Le gouvernement veut m'avoir en prison pour faire peur à tous ceux qui continuent à lutter. Je vous demande à tous de partager et de diffuser cette lettre autant que vous le pouvez.

J'étais délégué syndical à la General Motors, et suite à la persécution, j'ai été licencié. Mes camarades de travail y continuent la lutte pour dénoncer les délégués traîtres qui soutiennent les licenciements. En avant camarades, nous pouvons gagner !.

Pour me faire peur et pour que je me rende, ils m'ont menacé, ainsi que ma famille, mes amis et mon parti, le PSTU. Ils ont été jusqu'à incendier la voiture d'un de mes avocats, Martin Alderete. Mais sur cela, la justice ne dit rien.

Quelle autorité peut avoir un gouvernement dont le président même est en procès pour corruption ? Un gouvernement qui a fusillé Rafael Nahuel ,Facundo et d'autres gamins pauvres ; qui cache le fait que la Gendarmerie a assassiné Santiago Maldonado ; qui maintient en prison, sans jugement, les camarades détenus le 14 décembre, ainsi que Milagro Sala, pour avoir occupé une place publique ; et qui a extradé Jones Huala comme « terroriste ». Comment se peut-il qu'alors qu'ils demandent la capture internationale pour « le fou du mortier » (mon alias dans certains médias), comme si j'étais de l'EI, ils libèrent en même temps les militaires assassins de la dernière dictature ? Il faut en finir avec cette persécution contre moi et contre Arakaki et Dimas Ponce, qu'ils veulent également mettre en taule.

Ils veulent m'avoir en prison parce qu'ils ont peur que ceux qui combattent l'ajustement budgétaire de Macri soient chaque jour plus nombreux. Mais même sans voir mes collègues et mes camarades, même avec les menaces et les pressions, je ne vais pas me rendre, car les travailleurs ne se rendent pas. Je me sens comme l'un des plus de cent ouvriers des mines de Rio Turbio, qui résistent aux licenciements, occupent les mines et font face aux gendarmes avec les moyens de bord. C'est un grand exemple de ce qu'il faut faire ! Les villages d'Azul et les fermes du Nord sont en lutte pour le pain quotidien de leurs familles. On ne peut plus continuer à subir les attaques contre nos gens et la faim de nos enfants, pendant que nous nous tuons au travail. Ça suffit !

Pour toutes ces raisons, je veux envoyer un message à tous les travailleurs qui peuvent lire cette lettre : N'abandonnons pas la rue ! Ne permettons pas les licenciements de nos camarades ! Ne permettons pas qu'ils nous ruinent avec des ajustements que nos familles payeront ! Nous devons nous organiser dans l'unité et sortir à combattre ce gouvernement qui nous affame ! Les dirigeants qui disent qu'ils veulent affronter le gouvernement doivent faire un appel à la grève générale. Et sinon, il faut l'imposer à partir de la base !

Ça suffit ! Les travailleurs, les femmes qui luttent pour leurs droits, les jeunes et tous les secteurs populaires, nous devons faire tomber le gouvernement de Macri, comme nous avons fait tomber De La Rúa en 2001. Faire des assemblées avec nos camarades dans chaque lieu de travail, organiser la lutte. Il n'y a pas d'autre voie, c'est eux ou nous.

**Vive la lutte de la classe ouvrière ! Macri, dégage !**

# Nous rejetons le bombardement impérialiste en Syrie !



Le président des Etats-Unis, Donald Trump, a finalement ordonné une attaque aux missiles contre la Syrie. La Maison-Blanche a exécuté l'opération en coalition avec la France et le Royaume-Uni. La portée de l'attaque était limitée, presque symbolique.

Le Pentagone l'a présentée comme une « frappe de précision », circonscrite à trois bases militaires et à des centres de recherche et de production d'armes chimiques du régime syrien aux alentours de Damas et de Homs.

*Une déclaration de la LIT-QI*

Une centaine de missiles de croisière Tomahawk ont été tirés de navires et d'avions de combat contre des cibles très spécifiques. Jusqu'à présent, il n'y a pas d'information précise concernant des victimes civiles ou militaires. La dictature syrienne, qui avait plusieurs jours pour se préparer à une éventuelle attaque, a mentionné trois blessés à Homs.

La LIT-QI rejette fermement l'attaque impérialiste contre la Syrie. Alors que l'excuse de Trump et de ses alliés européens était la nécessité de donner une leçon au dictateur syrien après l'attaque chimique atroce à Douma, le bombardement « occidental » n'a rien d'« humanitaire ».

L'attaque est faite contre un pays opprimé et contre un peuple qui est le protagoniste d'un processus révolutionnaire. Et elle est loin de prétendre renverser un Bachar Al-Assad sanguinaire par la force, comme disent les Castro-Chavistes.

Non. L'objectif politique des missiles est de montrer de la force et de la décision pour négocier dans de meilleures conditions une formule qui liquiderait la révolution et garantirait plus de stabilité aux entreprises impérialistes, avec ou sans Assad. Le Pentagone lui-même a déclaré qu'il n'avait pas l'intention d'intervenir dans la guerre civile et que son objectif principal restait l'Etat islamique.

Ce fut une attaque brève et chirurgicale. Ils n'ont attaqué ni Tartous ni Lattaquié, ni les principaux centres politiques et militaires au centre de Damas. Cela ne change pas le cours de la guerre et ne met pas en péril le contrôle des deux tiers du pays par le régime syrien. Ce que les Etats-Unis veulent, c'est envoyer un message, interne et externe, qu'ils « n'hésiteront pas », à l'heure de faire respecter les « lignes rouges ». En se montrant « plus fort », ils peuvent mieux se positionner sur le chemin d'une « solution diplomatique » qui inclut Assad lui-même et son parrain, Poutine. Trump a déclaré le soir devant le Congrès : « Notre objectif est de parvenir à une forte dissuasion. » Et quelques heures plus tard, il a annoncé : « mission accomplie ».

Tel était l'objectif, en rien « humanitaire », du bombardement. Il n'y a pas d'interventions impérialistes « humanitaires ». Les Etats-Unis et toutes les autres puissances mondiales ont refusé de remettre des armes lourdes à l'opposition syrienne et ont ainsi laissé courir le massacre accompli par le régime syrien, une barbarie estimée à un demi-million de morts et dix millions de déplacés.

Le régime syrien lui-même a affirmé, au moment de condamner l'attaque, que son infrastructure militaire n'avait pas été sérieusement endommagée et qu'il va redoubler sa lutte « contre le terrorisme ».

La grande question est de savoir ce que feront la Russie et l'Iran, piliers de la dictature syrienne. La diplomatie russe avait prévenu qu'il y avait un « risque de guerre » si les Etats-Unis intervenaient en Syrie. Eh bien, une « guerre » est hautement improbable. Poutine a évidemment condamné l'attaque. Son argument est que l'attaque chimique à Douma n'est qu'un « montage » des factions rebelles. Il a accusé Washington de « jouer le jeu » des terroristes et « d'aggraver la catastrophe humanitaire » en Syrie. Mais il n'a pas annoncé de représailles. Qui plus est, il a noté avec soulagement le confinement de l'attaque américaine, qui a évité soigneusement d'affecter une base ou une zone protégée par des défenses antiaériennes russes, défenses qui d'ailleurs n'ont pas été activées. Certains spécialistes affirment que les Russes ont été prévenus de l'attaque, bien que cette version soit manifestement démentie par les Etats-Unis.

Le régime des Ayatollahs est allé dans le même sens : rejet des bombardements et solidarité avec Assad contre les « menaces étrangères » qui favoriseraient le « terrorisme ».

La multiplicité des acteurs et des intérêts en Syrie rend l'analyse difficile. Surtout alors que la majorité de la gauche, stalinienne et castriste, s'est alignée sans pudeur sur le dictateur sanguinaire Al-Assad contre le peuple syrien. Une autre partie de la « gauche », plus liée à la social-démocratie et au néo-réformisme européen, est tombée dans le piège du pacifisme et a rejoint le chœur « humanitaire » hypocrite de l'impérialisme.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en Syrie, un processus révolutionnaire est en cours depuis sept ans. Ce processus passe peut-être actuellement par son moment le plus dramatique et difficile, mais il n'est pas vaincu. Le peuple syrien, soumis à toutes sortes d'atrocités et de souffrances, continue de résister. Il y a des milices et des comités locaux qui manifestent et qui continuent de se battre, malgré la politique de conciliation des principales directions bourgeoises rebelles qui capitulent complètement à l'impérialisme, qu'elles soient « laïques » ou « islamistes ».

Cependant, tant le régime syrien – qui ne se maintient que grâce à Poutine et ses alliés – que l'impérialisme sont loin de reprendre le contrôle et de retrouver la stabilité d'avant 2011.

Face à cette révolution, il existe deux grands blocs contre-révolutionnaires : la bande Assad-Poutine-Iran-Hezbollah, qui est prêt à tout pour rester au pouvoir et noyer la révolution dans le sang ; et la bande impérialiste des EE.UU.-France-Royaume-Uni-ONU. Les deux forces, bien qu'elles justifient leurs crimes au nom du « peuple syrien », sont génocidaires. Ce sont des bourreaux du peuple et de la révolution. En Syrie et dans le reste du monde, la lutte doit être menée contre les deux blocs ennemis du peuple syrien. C'est pourquoi, en tant que LIT-QI, nous rejetons les attaques de Trump-Macron-May, en même temps que nous affirmons qu'Al-Assad doit avoir le même sort que Kadhafi.

Nous sommes inconditionnellement avec la révolution syrienne. Il faut concrétiser toute action de solidarité et de soutien à cette cause. Il est nécessaire d'organiser des manifestations, d'organiser l'acheminement de l'aide humanitaire et d'exiger que chaque gouvernement fournisse, sans conditions, des armes lourdes et une technologie militaire aux rebelles afin qu'ils puissent se défendre contre les attaques génocidaires d'Assad.

*Trump et Poutine, main dans la main*

**La révolution syrienne doit triompher.**

## Pour un 1er Mai de lutte !
## Contre tous les gouvernements, en défense de la révolution socialiste !

Le pouvoir d'achat a diminué dans le monde entier. Il y a une précarité croissante des contrats de travail, avec des attaques sur les droits de congé et les retraites. Les services de santé publique et d'éducation sont réduits en miettes.

Les immigrés subissent une répression xénophobe des gouvernements, ainsi que des conditions de travail humiliantes. Aujourd'hui, ils sont déjà majoritaires dans de nombreuses branches dans les pays impérialistes. Il est nécessaire d'empêcher les gouvernements de séparer les migrants de l'ensemble des travailleurs. Les immigrés ne sont pas à blâmer pour le chômage, mais bien la bourgeoisie. Comme le dit l'hymne de l'Internationale : « Paix entre nous, guerre aux tyrans ».

Les féminicides de plus en plus nombreux, les violences policières brutales contre les jeunes Noirs et l'assassinat de LGBT marquent le quotidien de toutes les villes du monde. L'oppression nationale continue à s'aggraver, comme en témoignent la Catalogne et le Cachemire.

Il y a une répression croissante des luttes, une criminalisation des mouvements sociaux et la persécution de leurs dirigeants, comme l'assassinat de Marielle au Brésil et la persécution contre Sebastián Romero en Argentine.

La toile de fond de cette situation, ce sont les grandes entreprises multinationales, qui veulent imposer aux travailleurs un recul dans les acquis des 150 dernières années pour payer les coûts de la crise économique ouverte en 2007-09. A cette fin, les gouvernements bourgeois de droite et « de gauche » appliquent des plans d'austérité de plus en plus durs et répriment de plus en plus les travailleurs.

Il n'y a rien à célébrer dans la situation des travailleurs. Mais il y a des luttes importantes de ceux-ci, contre cette même situation. Des exemples de grèves importantes, de grèves générales, de grandes mobilisations de rue et même d'insurrections populaires contre cette situation se multiplient partout dans le monde.

Il y a une véritable guerre sociale des multinationales contre les travailleurs. Et s'il n'y a pas une guerre plus grande des travailleurs contre la bourgeoisie, c'est parce que les partis réformistes et les bureaucraties syndicales sont alliés aux gouvernements bourgeois.

Le 1er mai 2018 survient à un moment de polarisation de la lutte de classes et d'instabilité politique croissante partout dans le monde. Ce doit être un jour d'affirmation de la lutte ouvrière et de son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie.

### Trump est le vrai visage de l'impérialisme !

Le gouvernement impérialiste a le visage de l'ultra-droite xénophobe, raciste, machiste et LGBT-phobe de Trump. La face la plus visible de l'impérialisme est celle de ce gouvernement qui attaque les immigrés, qui détruit les syndicats aux Etats Unis, qui soutient le transfert de la capitale israélienne à Jérusalem dans une claire provocation envers les Palestiniens.

Actuellement, Trump a mené une attaque militaire contre la dictature d'Assad en Syrie, en avisant Poutine et Assad au préalable. Nous rejetons cette attaque impérialiste. Rien de bon ne viendra de l'impérialisme. Trump ne mène ce jeu sur la scène militaire qu'afin de participer dans de meilleures conditions aux négociations avec Assad. Ce sont les Syriens eux-mêmes qui doivent renverser la dictature génocidaire d'Assad.

Mais le poids de l'impérialisme ne se limite pas à Trump. L'Union européenne est un autre pilier de l'impérialisme mondial, qui tente de se présenter comme une variante « démocratique », mais qui est la base de l'imposition de l'impérialisme allemand aux peuples de l'Europe et du monde.

L'impérialisme s'exprime aussi dans les plans d'austérité imposés par tous les gouvernements du monde, au service des multinationales. Le monde connaît une intensification impressionnante de l'exploitation, au service de quelques monopoles internationaux. La pauvreté s'étend à des niveaux sans précédent.

### Aucune confiance dans les gouvernements bourgeois, qu'ils soient de droite ou « de gauche »

La polarisation mondiale de la lutte de classes s'exprime dans des gouvernements de partis de droite, comme Trump, Macron (France), May (Angleterre), Rajoy (Espagne), Macri (Argentine), Temer (Brésil), Santos (Colombie), Juan Orlando Hernández (Honduras), Modi (Inde), Abbasi (Pakistan) et beaucoup d'autres. Ce sont des gouvernements identifiés par les travailleurs comme leurs ennemis du fait de toutes les attaques très dures déjà menées.

Mais les travailleurs ne peuvent pas se laisser duper par les gouvernements bourgeois « de gauche », qui appliquent les mêmes plans impérialistes néolibéraux. Les gouvernements du PT (Brésil), de Maduro (Venezuela), d'Evo Morales (Bolivie), de Cerém (Farabundo Martí, El Salvador), Ramaphoosa (CNA, Afrique du Sud), Costa (PS, Portugal) utilisent le poids qu'ils continuent à avoir parmi les travailleurs pour empêcher les luttes et appliquer les plans néolibéraux.

Le gouvernement nicaraguayen d'Ortega a tenté d'imposer une réforme des retraites similaire à celle des autres gouvernements bourgeois, et avec la même répression brutale, tuant 24 personnes.

Le gouvernement vénézuélien de Maduro, soutenu par la plupart des partis réformistes à travers le monde, est un symbole de cette « gauche » en déclin. C'est une dictature bourgeoise corrompue, qui ne fait que confronter verbalement l'impérialisme, mais qui maintient les multinationales dans l'exploitation conjointe du pétrole. Au Venezuela, il y a une crise économique brutale, après presque 20 ans de chavisme au pouvoir. Une nouvelle bourgeoisie issue du chavisme – la *bolibourguoisie* – bénéficie d'une vie luxueuse, tandis que les travailleurs gagnent un salaire minimum équivalent à un dollar par mois.

Les travailleurs ne peuvent pas se laisser duper par la fausse polarisation « gauche – droite ». La véritable polarisation se situe entre les attaques de l'impérialisme, qui s'appuie sur les gouvernements du monde entier, et la réaction des travailleurs. Nous voulons unir les travailleurs dans leurs luttes contre les gouvernements bourgeois, et ne pas composer des blocs avec des secteurs bourgeois qui imposent les mêmes plans économiques.

La polarisation de la lutte de classes conduit également au développement de groupes fascistes, comme à Charlottetown et à Berkeley aux Etats-Unis, dans l'attaque contre les Dalits en Inde, et dans différentes parties de l'Europe. Les fascistes sont différents de l'extrême droite parce qu'ils préconisent l'utilisation de méthodes de guerre civile dans la répression contre les travailleurs, ainsi que la prohibition des syndicats et des partis ouvriers. Le fascisme exige une réaction à la hauteur, avec la confrontation directe dans la rue contre les fascistes pour les empêcher de grandir, comme cela fut le cas à Charlottetown et à Berkeley.

C'est pourquoi on ne peut pas accepter la vieille manœuvre du stalinisme – aujourd'hui acceptée par une grande partie de la « gauche » mondiale – d'appeler à un « front antifasciste » contre les gouvernements de droite afin de justifier un front électoral avec ces mêmes partis réformistes qui étaient ou sont dans les gouvernements bourgeois « de gauche », et qui ont les mêmes vices d'autoritarisme et de corruption.

En ce 1er mai 2018, nous voulons appeler à une large unité d'action, mais dans la lutte directe des travailleurs contre toutes les attaques des gouvernements bourgeois, qu'ils soient de droite ou de « gauche ». Et en même temps, pour que la lutte des travailleurs progresse, nous voulons aussi démasquer les défenseurs de l'unité politique avec les secteurs de la bourgeoisie. Nous voulons démasquer les partis réformistes et les bureaucraties syndicales qui ne servent qu'à diviser ceux qui veulent vraiment se battre.

### Il faut construire de nouvelles directions

Les bureaucraties syndicales corrompues et alliées aux patrons font la même besogne : elles bloquent les mobilisations des travailleurs, en étant en fait des alliés de la bourgeoisie. Pour lutter contre la bourgeoisie et ses gouvernements, il faut aussi mobiliser la base pour se rebeller contre ces bureaucraties, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses parties du monde.

Les luttes génèrent donc de nouvelles directions pour les syndicats et de nouvelles organisations de combat, telles que la *CSP Conlutas* au Brésil, qui regroupe quelque 200 syndicats. Au Paraguay, il y a le *Front Syndical et Social*, qui regroupe des syndicats combatifs comme celui des électriciens, ainsi que le mouvement populaire. En Argentine, des *Coordinations de Lutte* contre les réformes ont commencé à se développer dans quelques régions. Au Costa Rica est apparu le *Sitrasep*, qui est le seul syndicat des travailleurs du privé, avec une position combative et classiste. Au Salvador est né la *Coordenadora*, qui regroupe 12 syndicats dans un pôle de luttes. *No Austerity*, en Italie, est aujourd'hui une référence des luttes existantes, comme la grande grève par la base des enseignants. Dans l'État espagnol, *Cobas-Madrid* réunit un syndicalisme contre les bureaucraties de l'UGT et *Comisiones Obreras*. Des initiatives similaires naissent en France (*Front social*), aux Etats-Unis (*WSAN*) et ailleurs. Le *Réseau International de Solidarité et de Lutte* est un pôle pour regrouper le syndicalisme alternatif à travers le monde.

Les partis réformistes présentent aux travailleurs seulement les mêmes formules déjà utilisées pour rechercher de petites réformes (de plus en plus réduites), pour maintenir le capitalisme et pour tout s'orienter vers les élections bourgeoises. Cela a déjà été testé, et les résultats sont les mêmes. Les partis sociaux-démocrates en Europe ont contribué à appliquer des plans néolibéraux sur le continent, en étant au gouvernement ou à partir de l'opposition. C'est au tour du nouveau réformisme de Syriza de faire de même en Grèce. Le gouvernement de coalition entre le PS, le PC et le Bloco de Esquerda (Bloc de Gauche) au Portugal est soutenu par tous les partis réformistes dans le monde. Il est présenté comme une « nouveauté », tout en maintenant tous les points essentiels des plans néolibéraux des gouvernements précédents, sous prétexte de ne pas mener de nouvelles attaques. Les gouvernements du PT au Brésil ont assuré aux banques et aux multinationales des profits records et ont été applaudis par l'impérialisme, jusqu'à ce que le PT ait perdu sa base chez les travailleurs. Tels furent aussi les gouvernements du kirchnerisme (Argentine), de Farabundo Martí (El Salvador), ou de l'ANC (Afrique du Sud). Le résultat est le même : plans néolibéraux, répression et corruption.

Pas besoin d'y rajouter ! Il faut avancer vers une révolution socialiste. C'est cela la nouvelle voie qui se dessine à partir de la crise économique, de la polarisation de la lutte de classes et de la crise du réformisme. Certains diront que c'est une utopie. Non, c'est réaliste. L'utopie est de penser qu'il est possible d'améliorer la vie des travailleurs dans le cadre du capitalisme.

Pour avancer vers une révolution socialiste, il est nécessaire de construire des partis révolutionnaires dans chaque pays et une Internationale révolutionnaire à travers le monde.

**Vive le 1er mai, journée internationale de lutte des travailleurs !**
**A bas les plans d'austérité économique !**
**Tout le soutien à toutes les luttes des travailleurs dans le monde entier !**
**Prolétaires du monde entier, unissez-vous !**
**En défense de la révolution socialiste !**



# Pour un 1er Mai de lutte !
## Contre tous les gouvernements, en défense de la révolution socialiste !

Une déclaration de la LIT-QI à l'occasion du 1er Mai

Il y a 132 ans, la bourgeoisie nord-américaine condamnait à mort des travailleurs qui luttaient pour une journée de travail plus courte. Le mouvement ouvrier a fait du 1er Mai une référence internationale de la lutte contre la bourgeoisie.

Les bureaucraties syndicales et les partis réformistes cherchent à transformer cette date en son contraire, en un jour de communion avec la bourgeoisie et ses gouvernements. Nous disons non ! Aujourd'hui, il y a de plus en plus de raisons de lutter contre la bourgeoisie et ses agents.

*Lire la suite sur la page 6*